

PIECE N°1
AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°015/AONO/MINADER/CIPM/2026 DU
RELATIF A L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LES
SERVICES DU PROGRAMME DE CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DE L'APPUI A LA
MAITRISE D'OUVRAGE DES ADMINISTRATIONS DU SECTEUR RURAL (PCP-AMO) AUPRES DU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la modernisation du cadre de travail, et de l'amélioration des conditions de travail de son personnel, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, lance pour compte du Programme de Consolidation et de Pérennisation de l'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du Secteur Rural (PCP-AMO), un Appel d'Offres National Ouvert, en vue de l'exécution des travaux de réhabilitation du bâtiment qui abrite les locaux du PCP - AMO, situés dans le sixième arrondissement de la ville de Yaoundé, face au Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile Léger (CNRPH), au quartier Etoug-Ebé.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Lot 100 : Travaux préparatoires et installation de chantier ;
- Lot 400 : Elévation et étanchéité ;
- Lot 500 : Couvertures – faux plafonds ;
- Lot 800 : Electricité ;
- Lot 900 : Vitrerie
- Lot 1000 : Carrelage
- Lot 1100 : Peinture
- Lot 1200 : VRD

3. Allotissement

Les travaux font l'objet d'un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet à l'issue des études préalables est de vingt-quatre millions neuf-cent-quatre-vingt-onze mille huit-cent-dix-neuf (24.991.819) Francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces travaux, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les entreprises ou groupements d'entreprises de Bâtiment et Travaux Publics (BTP), relevant du sous-secteur "Bâtiment et Équipements Collectifs", dûment catégorisées en catégories D, E ou C, conformément aux dispositions de l'Arrêté N°000166/A/MINMAP du 07 juin 2022, fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics, et installées au Cameroun.

Ne peuvent participer au présent Appel d'Offres :

- les entreprises se trouvant sous le coup d'une suspension ou d'une exclusion, suite à la résiliation d'un marché, en application du Code des Marchés Publics ;

N.B. : Les soumissionnaires doivent produire, sous peine de rejet, une attestation officielle de catégorisation en tant qu'entreprise de BTP, en cours de validité à la date limite de dépôt des offres, délivrée par l'Autorité compétente (MINMAP).

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le budget du Programme de Consolidation et de Pérennisation de l'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du Secteur Rural (PCP-AMO), Exercice 2026.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, dûment constitué, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à cinq-cent mille (500.000) francs CFA et valable jusqu'à 30 jours au-delà de la date initiale de validité des offres, vêtu d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant la mention manuscrite : « Bon pour Cauton personnelle et solidaire à concurrence du montant de cinq-cent mille (500.000) francs CFA », accompagné d'un récépissé de dépôt du même montant à la Direction Générale de la Caisse de Dépôt et Consignation (CDEC), sise au quartier bastos, à Yaoundé.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances, à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

N.B : La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)-Direction des Ressources Financières et du Patrimoine-Service des Marchés Publics, Téléphone : 222 221 624, 3^e chalet), dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arnp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources Financières et du Patrimoine, Service des Marchés, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de quarante-deux mille (42. 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ...01 SEPT...2026... à 14 heures.

Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise au Service des Marchés du MINADER, au plus tard à 14h30 minutes, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°015/AONO/MINADER/CIPM /2026 DU ...10...AOU...2026., RELATIF A L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LES SERVICES DU PROGRAMME DE CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DE L'APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE DES ADMINISTRATIONS DU SECTEUR RURAL (PCP-AMO) AUPRES DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise au Service des Marchés du MINADER, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus, au plus tard à 14h30 minutes.

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour le Dossier Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

01 SEPT 2026

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de réunion du MINADER sis au quartier administratif, dans la commune d'Arrondissement de Yaoundé III.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif, lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé excepté la caution de soumission par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Il s'agit de :

- L'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission, vêtu d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, et ayant la mention manuscrite : « Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence du montant de cinq-cent mille (500.000) francs CFA », accompagné du récépissé de dépôt du même montant à la Direction Générale de la Caisse de Dépôts et Consignations (C.D.E.C), sise au quartier bastos à Yaoundé, à l'ouverture des plis ;
- La non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Non-respect de 4/6 des sous-critères tels que définis dans le RPAO ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un Marché / Lettre Commande au cours des trois dernières années ;
- L'absence de l'attestation de visite du site signée par le soumissionnaire ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum de BTP ;
- L'absence de l'attestation de catégorisation valide (catégorie D, E ou C) ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la capacité financière équivalent à 50% au moins du montant du coût prévisionnel ;

N.B : Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur six (06) critères essentiels :

- A. Présentation : 03 sous-critères
- B. Expérience : 02 sous-critères
- C. Personnel : 03 sous-critères
- D. Matériels : 02 sous-critères
- F. Méthodologie : 05 sous-critères
- G : Acceptation des conditions du marché : 02 sous-critères

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue la Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté un dossier administratif conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, disposant des capacités techniques permettant d'exécuter le contrat de manière satisfaisante, et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant, les rabais proposés.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent-vingt (120) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables : à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés (3ème Chalet), sis au MINADER, dès publication du présent avis dans le journal des marchés et l'affichage au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. ; <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler :

- CONAC au numéro 1517,
- L'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48,

Copie :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Affichage chrono ;

Yaoundé, le 10 AOUT 2026

Ministre



MBAIROBE

NOTICE OF INVITATION FOR BID (NIB)

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS IN URGENT PROCEDURE N°015/AONO/MINADER/CIPM/2026 OF ~~2025~~ RELATING TO THE EXECUTION OF THE REHABILITATION WORKS OF THE BUILDING HOUSING THE SERVICES OF THE PROGRAM FOR THE CONSOLIDATION AND SUSTAINABILITY OF SUPPORT FOR PROJECT MANAGEMENT IN RURAL SECTOR ADMINISTRATIONS (PCP-AMO) AT THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT

1. Subject of the Invitation for Bids

As part of the modernization of the working environment and the improvement of working conditions for its staff, the Minister of Agriculture and Rural Development, on behalf of the Program for the Consolidation and Sustainability of Support for Project Management in Rural Sector Administrations (PCP-AMO), is launching a National Open Call for Tenders for the execution of rehabilitation work on the building that houses the PCP-AMO premises, located in the sixth district of the city of Yaoundé, opposite the Cardinal Paul Emile Léger National Rehabilitation Centre for Disabled Persons (CNRPH), in the Etoug-Ebé district.

2. Scope of Works

The works notably include :

- Lot 100 : Travaux préparatoires et installation de chantier ;
- Lot 400 : Elévation et étanchéité ;
- Lot 500 : Couvertures – faux plafonds ;
- Lot 800 : Electricité ;
- Lot 900 : Vitrerie
- Lot 1000 : Carrelage
- Lot 1100 : Peinture
- Lot 1200 : VRD

3. Allotment

The works are subject to a single (01) lot.

4. Estimated Cost

The estimated project cost following preliminary studies is twenty-four million ninety hundred ninety-one thousand eighty hundred nineteen (24.991.819) CFA Francs, inclusive of tax.

5. Estimated Execution Period :

The maximum period allowed by the Contracting Authority for the execution of the works under Phase 1, subject of this invitation for bids, is **ninety (90) calendar days**. This period starts from the date of notification of the order to commence works.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation for Bids is open, on equal terms, to all duly categorized Building and Public Works (BTP) companies or consortia, under the "Buildings and Collective Equipment" sub-sector, in categories A, B, or C, in accordance with the provisions of Decree N°000166/A/MINMAP of June 07, 2022, setting the modalities for categorizing companies in the building and public works sector, and established in Cameroon.

The following may not participate in this Invitation for Bids:

- Companies under suspension or exclusion due to contract termination, in application of the Public Procurement Code;
- Public enterprises that are not legally and financially autonomous.

NB: Bidders must submit, under penalty of rejection, an official valid BTP company categorization certificate, issued by the competent Authority (MINMAP), valid as of the bid submission deadline.

7.Financing :

The works subject to this invitation for bids are financed by the Budget of the PROGRAM FOR THE CONSOLIDATION AND SUSTAINABILITY OF SUPPORT FOR PROJECT MANAGEMENT IN RURAL SECTOR ADMINISTRATIONS (PCP-AMO), Fiscal Year 2026.

8.Submission Mode

The submission method chosen for this consultation is online.

9.Bid Security :

Each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond a bid bond bearing a tax stamp at the current rate, deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC), established by a banking establishment or financial organization authorized by the Minister in charge of finance and the list of which appears in document 10 of the CD in the amount of five hundred thousand (500.000) CFA Francs, valid until 30 days beyond the initial bid validity date, against CDEC receipt.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, small and medium-sized enterprises with capital and national managers, as well as civil society organizations may produce, instead of the bid bond, either a certified check or a cashier's check, or a legal mortgage, or a guarantee from a banking institution or an approved financial institution in accordance with the texts in force.

10.Consultation of the Bidding Documents

The physical file can be consulted free of charge at the Contracting Authority's offices during working hours at the Directorate of Financial Resources and Heritage/Procurement Service (3rd Chalet), located at MINADER, upon publication of this notice. It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Bidding Documents

The Consultation File can be obtained from the Ministry of Agriculture and Rural Development, Directorate of Financial Resources and Heritage / Contracts Service in Yaoundé, 3rd chalet Tel: 222 22 16 24, upon publication of this notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of of forty-two thousand (42,000) CFA francs payable to the territorially competent Public Treasury.

In addition, tenderers must register by leaving their full address (post office box, telephone, fax, e-mail).

The electronic version can be downloaded free of charge from the following platforms:

- <http://www.marchespublics.cm>
- <http://www.publiccontracts.cm>
- www.armp.cm

However, physical or online submission requires the prior acquisition of the paper tender documents.

12.Submission of Bids

Tenders must be submitted in French or English on the COLEPS platform no later than 2 p.m on the 11..SEPT..2026 2026 An operational backup copy of the tender in PDF format, saved in a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope to MINADER Contracts service , clearly and legibly marked " OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS IN URGENT PROCEDURE N°015/AONO/MINADER/CIPM/2026 OF 11..AOUT..2026....., RELATING TO THE EXECUTION OF THE REHABILITATION WORKS OF THE BUILDING HOUSING THE SERVICES OF THE PROGRAM FOR THE CONSOLIDATION AND

SUSTAINABILITY OF SUPPORT FOR PROJECT MANAGEMENT IN RURAL SECTOR ADMINISTRATIONS (PCP-AMO).

'To be opened only during the counting session'

For online submissions, the tender must be sent by the tenderer via the COLEPS platform. A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above reference, within the specified time limit.

For online submissions, the maximum sizes of the documents that will be transferred via the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure that compression software is used to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

Administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate sealed envelopes.

The Contracting Authority will deem inadmissible:

- Envelopes bearing any indication of the bidder's identity;
- Bids received after the deadline for submission;
- Bids not compliant with the submission method;
- Envelopes lacking the tender reference number;
- Failure to provide the required number of copies as indicated in the Specific

Tender Regulations (RPAO), or submission of copies only.

Any bid deemed incomplete according to the requirements of the Tender Dossier will be declared inadmissible. Notably, the absence of a bid bond issued by an institution or financial body authorized by the Minister of Finance to issue such guarantees for public contracts, or non-compliance with the templates provided in the Tender Dossier, will result in the outright rejection of the bid without recourse.

A bid bond presented but unrelated to the specific tender in question will be considered as not provided. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Opening of Bids

01 SEPT 2026

The bid opening will be a single-stage process and will take place on 2026 at 3 p.m, conducted by the Contracting Authority's Procurement Committee in the meeting room of MINADER located in the administrative district, Yaoundé III Subdivision.

Only bidders or a single duly authorized representative per bid (including for consortia) may attend this opening session.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or certified true copies by the issuing service or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations (RPAO). They must be dated less than three (03) months prior or have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of an administrative document, during the bid opening, a 48-hour grace period may be granted by the Committee for its provision; failure to comply will result in bid rejection. The opening session will commence no later than one hour after the final deadline for bid receipt specified in the Tender Dossier.

15. Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

These include, notably :

- the absence or non-compliance of the bid bond at the opening of the bids; in his administrative

documents, a bid bond bearing a tax stamp at the current rate, established by a banking establishment or financial organization authorized by the Minister in charge of finance, having the had written note: "**Good for personal and joint surety up**" to the amount mentioned above" : five hundred thousand (500.000) of CFA francs, and valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the offers, accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC);

- The absence of a formal undertaking to use legally sourced wood in the execution of these works.
- Absence of the wood legality certificate or a copy of the waybill issued by the the Ministry responsible for Forests, or absence of the contract with holders of the permit or authorization for the sale or processing of wood;
- the Failure to provide, within the 48-hour grace period after bid opening, an administrative document deemed non-compliant or missing during opening (except the bid bond);
- the False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents ;
- Non-compliance with 4 out of 6 essential criteria as defined in the RPAO;
- The Absence of a sworn statement of non-abandonment of construction sites over the past three years;
- The Absence of the site visit certificate signed by the bidder;
- The Non-compliance with the required file formats for bids;
- The Absence of a unit price in the Financial Bid;
- Lack of ownership, lease, or rental of minimum construction and public works equipment ;
- The Absence of a valid categorization certificate (Category D, E, or C);
- The Absence of an element of the financial bid (bid form, unit price schedule, detailed quantity estimate);
- The Absence of a dated and signed integrity charter;
- The Absence of a dated and signed commitment to respect environmental and social clauses;
- Lack of financial capacity.

N.B.: *Non-compliance with these criteria results in the rejection of the bidder's offer.*

15.2. Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will cover:

- Bid Presentation: 03 sub-criteria;
- Bidder's References: 03 sub-criteria;
- Qualification and Experience of Personnel: 09 sub-criteria;
- Logistical Means: 05 sub-criteria;
- Methodology: 09 sub-criteria.
- Acceptance of Market Conditions: 02 sub-criteria.

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder having presented an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest compliant, including, where applicable, the proposed discounts.

17. Validity Period of Bids

Bidders remain bound by their offer for 120 days from the initial deadline set for bid submission.

18. Additional Information

Additional information can be obtained during working hours:

At the Department of Financial Resources and Heritage/Procurement Service (3rd Chalet), located at MINADER

Upon publication of this notice in the official procurement journal and posting at the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight Against Corruption and Malpractice

To report any practices, acts of corruption, or malpractice, please call:

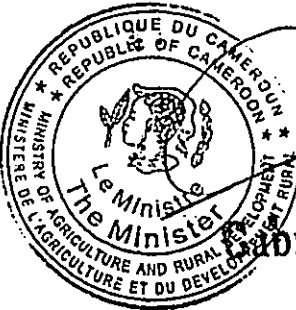
- CONAC at number 1517,
- The Authority in charge of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at numbers:
- (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48,

Done at Yaoundé, the10 AUG 2026

The Minister
(Contracting Authority)

Copy to:

- Authority in charge of Public Procurement (MINMAP)
- ARMP;
- Chairman of the Procurement Committee (CIPM);
- Chrono posting;
Procurement Department.



Gabriel MBAIROBE